



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
9 mai 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Treizième session**  
Doha (Qatar)  
21-26 avril 2012

## **Le Programme intégré renforcé**

### **Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence**

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, Doha, le 23 avril 2012

#### **Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED**

1. La réunion des ministres des pays les moins avancés (PMA) s'est ouverte par les déclarations liminaires de S. E. M. Lekh Raj Bhatta Mahato, Ministre du commerce et des approvisionnements du Népal; M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; M. Pascal Lamy, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce; et M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. La réunion était présidée par M<sup>me</sup> Dorothy Tembo, Directrice exécutive du Secrétariat exécutif du Cadre intégré renforcé. Les principaux orateurs étaient S. E. M. Patiendé Arthur Kafondo, Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du Burkina Faso; S. E. M. Kebba Touray, Ministre du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi de la Gambie; et S. E. M<sup>me</sup> Siti Kassim, Ministre de l'emploi et porte-parole du Gouvernement des Comores. M. Taffere Tesfachew, Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux de la CNUCED, a formulé les observations finales.

2. La réunion s'est déroulée en présence de ministres des PMA, de représentants d'institutions partenaires du Cadre intégré renforcé ainsi que de représentants du Centre du commerce international, de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le Cadre intégré renforcé. Il s'agissait de déterminer comment recueillir plus rapidement les fruits de l'intégration du commerce dans les stratégies nationales de développement réalisée avec l'appui du Cadre intégré renforcé. Les principales questions abordées étaient les suivantes: comment améliorer les résultats de l'aide fournie par le Cadre intégré renforcé aux programmes de commerce et de développement; quel était le meilleur moyen d'aider les PMA à articuler leurs politiques de réforme commerciale, structurelle et des investissements d'une manière qui leur permette d'accroître leurs capacités d'offre et de mieux exploiter leurs débouchés commerciaux; et

comment améliorer le soutien apporté par le Cadre intégré renforcé aux PMA de telle sorte qu'il réponde à leurs besoins liés au commerce.

3. Le Programme du Cadre intégré renforcé était un bon instrument pour intégrer le commerce dans les plans de développement des PMA et une expression concrète de l'initiative d'aide au commerce. Il constituait donc pour les PMA une base d'où lancer, par exemple, des activités de diversification des exportations et de renforcement des capacités productives en vue de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les études diagnostiques pour l'intégration du commerce (EDIC) et la matrice d'action étaient des outils efficaces pour s'approprier le processus du Cadre intégré renforcé et déterminer quelles questions commerciales et d'investissement intégrer en priorité dans le plan national de développement. De l'avis général et en tenant compte des enseignements tirés de l'expérience, un couplage plus étroit entre commerce et investissement dans les prochaines EDIC pourrait contribuer à régler les problèmes d'offre.

4. Le Programme du Cadre intégré renforcé avait donné des résultats concrets sur le terrain, rendant possible l'élaboration et la mise à jour d'EDIC (30) et finançant des projets de catégorie 1 (30) en faveur des mécanismes nationaux de mise en œuvre. Les participants ont indiqué qu'il était important d'accélérer la mise en œuvre de projets de la catégorie 2 et d'obtenir leur approbation (26 projets de ce type étaient à l'étude).

5. S'agissant du rôle des institutions partenaires du Programme, il était nécessaire d'apporter une assistance supplémentaire dans le domaine du renforcement des capacités et de l'exécution des procédures prévues dans le Cadre intégré renforcé, en particulier l'élaboration de projets de la catégorie 2.

6. En ce qui concernait l'évaluation à mi-parcours du Programme qui aurait lieu en 2012, les PMA participants ont indiqué qu'ils mettraient tout en œuvre pour en faciliter la réalisation.

7. Les participants se sont accordés à dire qu'il faudrait encore du temps avant que le Programme ne soit pleinement efficace dans l'appui fourni aux PMA pour qu'ils tirent avantage du commerce international et des possibilités d'accès aux marchés s'ouvrant à eux.

---